

# **Transition économique en Algérie: Écueils et réformes sous choc externe adverse persistant**

**Raouf Boucekkine**

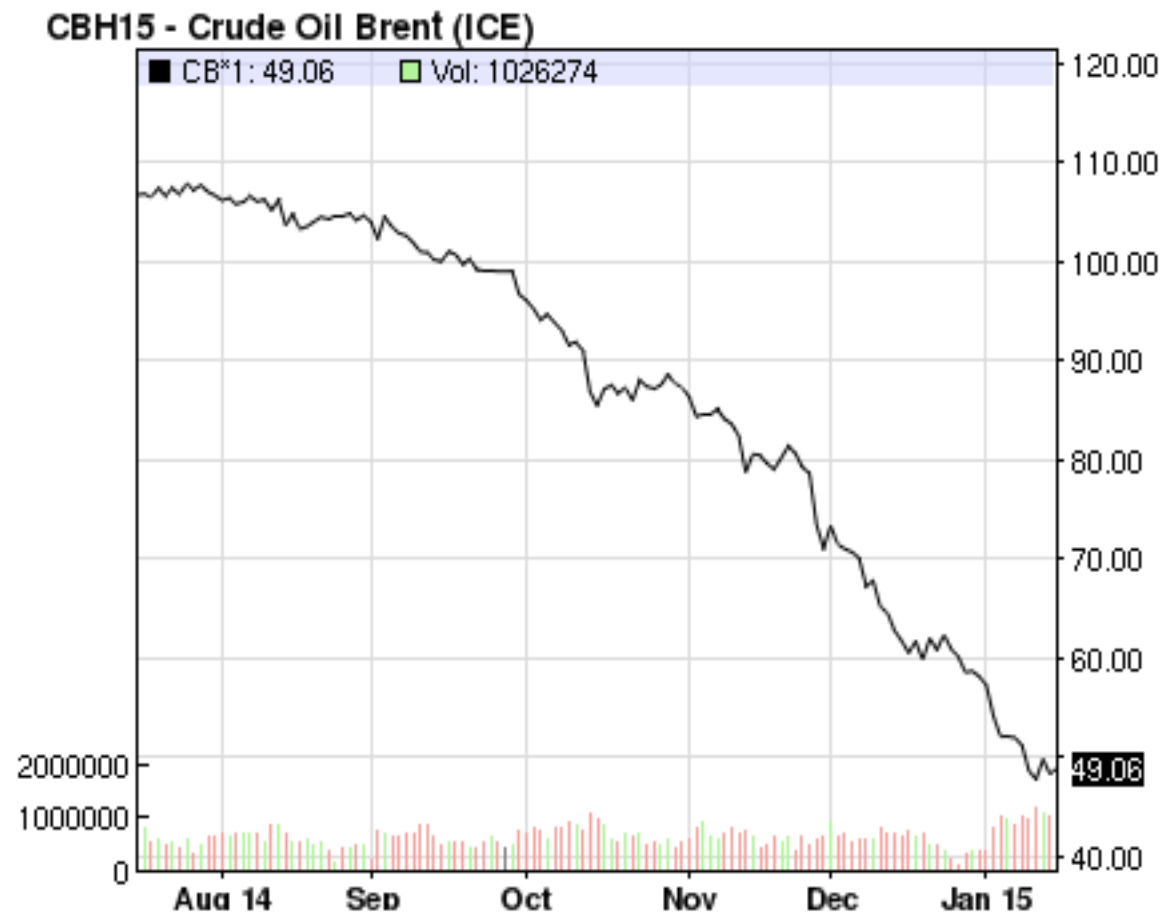
Directeur de l'IMéRA, et GREQAM-AMSE

Membre senior de l'Institut Universitaire de France

# PLAN

- I. Le contre-choc pétrolier de juin 2014 comme révélateur: les 6 excès de l'économie algérienne avant le choc
- II. Mesures d'urgences et réponse de l'économie à court terme
- III. Voies de réformes 2017-2019

# I. Le contre choc-pétrolier comme révélateur



# Choc externe FORT et PERSISTANT

- De juin à décembre 2014, le prix du baril plonge de près de 55\$: la moitié des revenus du pays s'évapore! Plus de 2 années après et malgré l'accord d'Alger, le prix du pétrole reste sensiblement en dessous des 60\$ (avec un creux terrible début 2016).
- Un baril à 60\$ implique une chute des revenus fiscaux pétroliers de l'ordre de 20 mlds de \$, et une chute du PIB nominal de l'ordre de 30 mlds, soit 15% du PIB de 2014 (Boucekkine-Meddahi, 2015)
- Même avec un prix moyen de 100\$ le baril en 2014, le déficit public a avoisiné les 8% du PIB: problème structurel aigu révélé.
- Un seul impératif dans un environnement pétrolier durablement baissier: **renverser le mode de fonctionnement de l'économie algérienne**

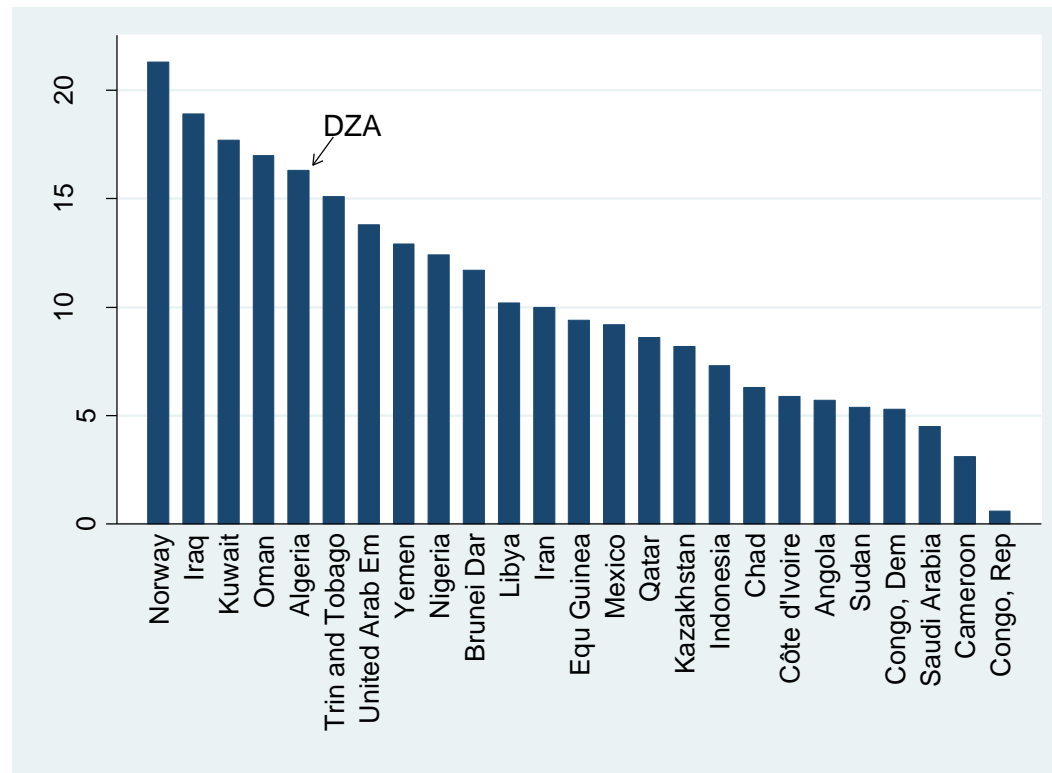
# Les 6 excès du système économique algérien

## 1. Dépenses courantes hors normes

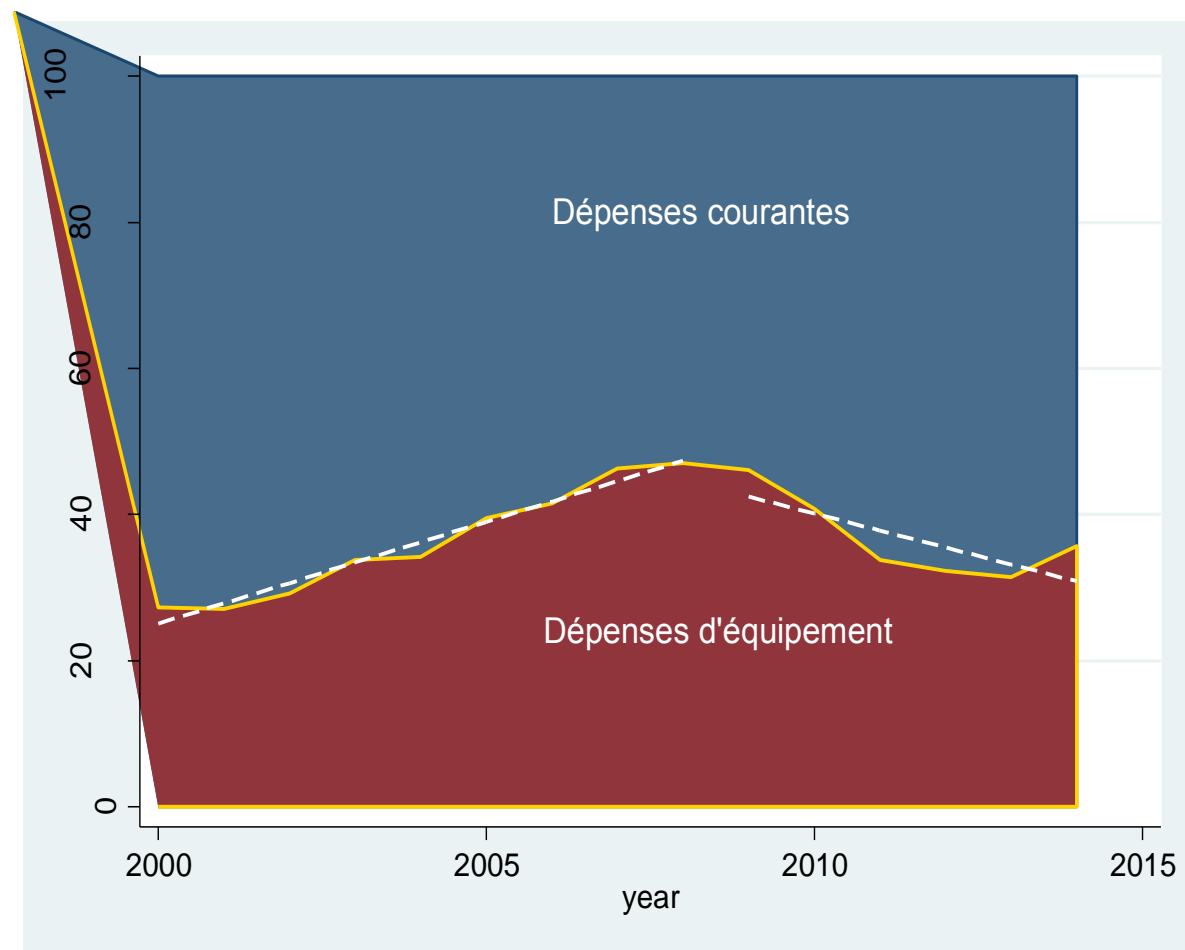
- Glissement d'une conception de l'Etat Social garant de la justice sociale et de la solidarité nationale vers un Etat Providence, employeur en premier ressort et préférant une redistribution généralisée et uniforme des richesses et de la production nationale: **inefficacité et inefficience** criantes!
- Pour les produits alimentaires, l'éducation et la santé (30% du total des subventions explicites en 2015), les dépenses de la population la plus riche ont été 4.5 fois plus grandes que les dépenses du décile le moins favorisé.

# Transferts sociaux

(% de PIB, pays pétroliers, 2012)



# Evolution de la structure des dépenses publiques



## 2. Insoutenables subventions **implicites**

- Exemple des subventions implicites, c'est à dire non incluses dans le budget : les subventions **énergétiques** (gaz, électricité, carburants...)
- Le montant total de ces subventions (électricité, gaz et carburants) était de 1975 mlds de DA en 2012, soit 13% du PIB de cette année!!!
- Comme la consommation énergétique a augmenté à un taux annuel de 10% dans les dernières 5 années, ce montant aura été de l'ordre de 2400 mlds de DA en 2014. C'est le **tiers** du budget algérien en 2014, et environ 60% des revenus pétroliers perdus depuis juin de cette même année !!!



# Inefficiency des subventions implicites

Les subventions énergétiques sont donc excessivement élevées, et ne peuvent être justifiées par des considérations de justice sociale car

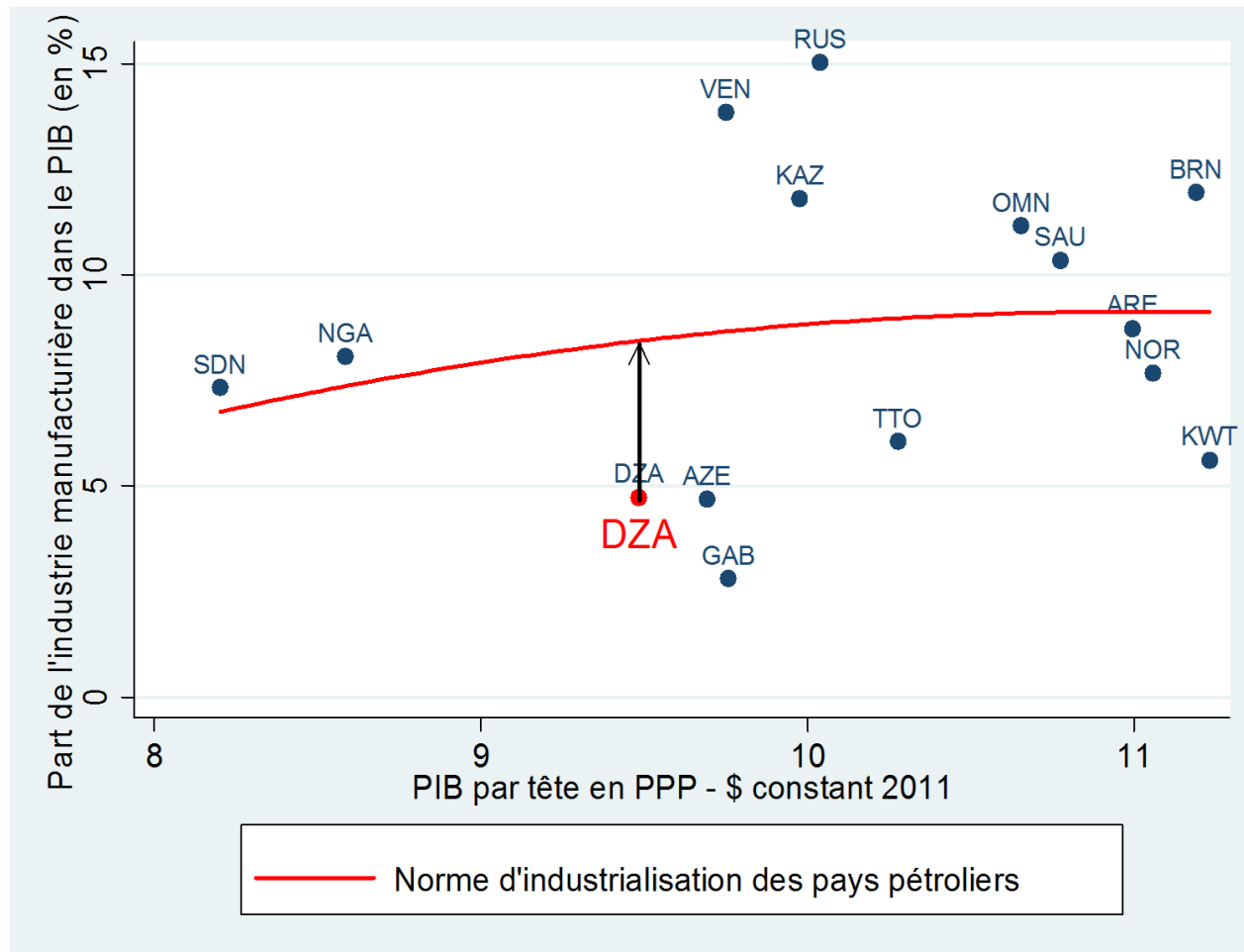
1. Des prix aussi lourdement subventionnés sont responsables du fléau de la contrebande **massive** aux frontières

2. Au-delà des questions de santé connexes, l'explosion des dépenses énergétiques, favorisées par les prix trop bas, favorise les plus riches: en 2012, les 10% les plus riches ont consommé 30 fois plus que les 10% les plus pauvres.

### 3. Secteur manufacturier en peau de chagrin

- . Depuis le début des années 80, la part de l'industrie dans le PIB (ou l'emploi) n'a cessé de décliner : de près de 20% à...moins de 5% en 2011 !!!
- . **Changement structurel** non-vertueux en Algérie, gains de productivité en berne (de fait -1% de croissance de la TFP sur la décennie précédente), rôle symptomatique des BTPs
- . De fait, parmi les pays pétroliers, l'Algérie reste l'une des économies les plus concentrées sur les hydrocarbures . Le gap d'industrialisation par rapport à la norme d'industrialisation des pays pétroliers peut être évalué à 4 points de pourcentage du PIB (Bouklia, 2015)

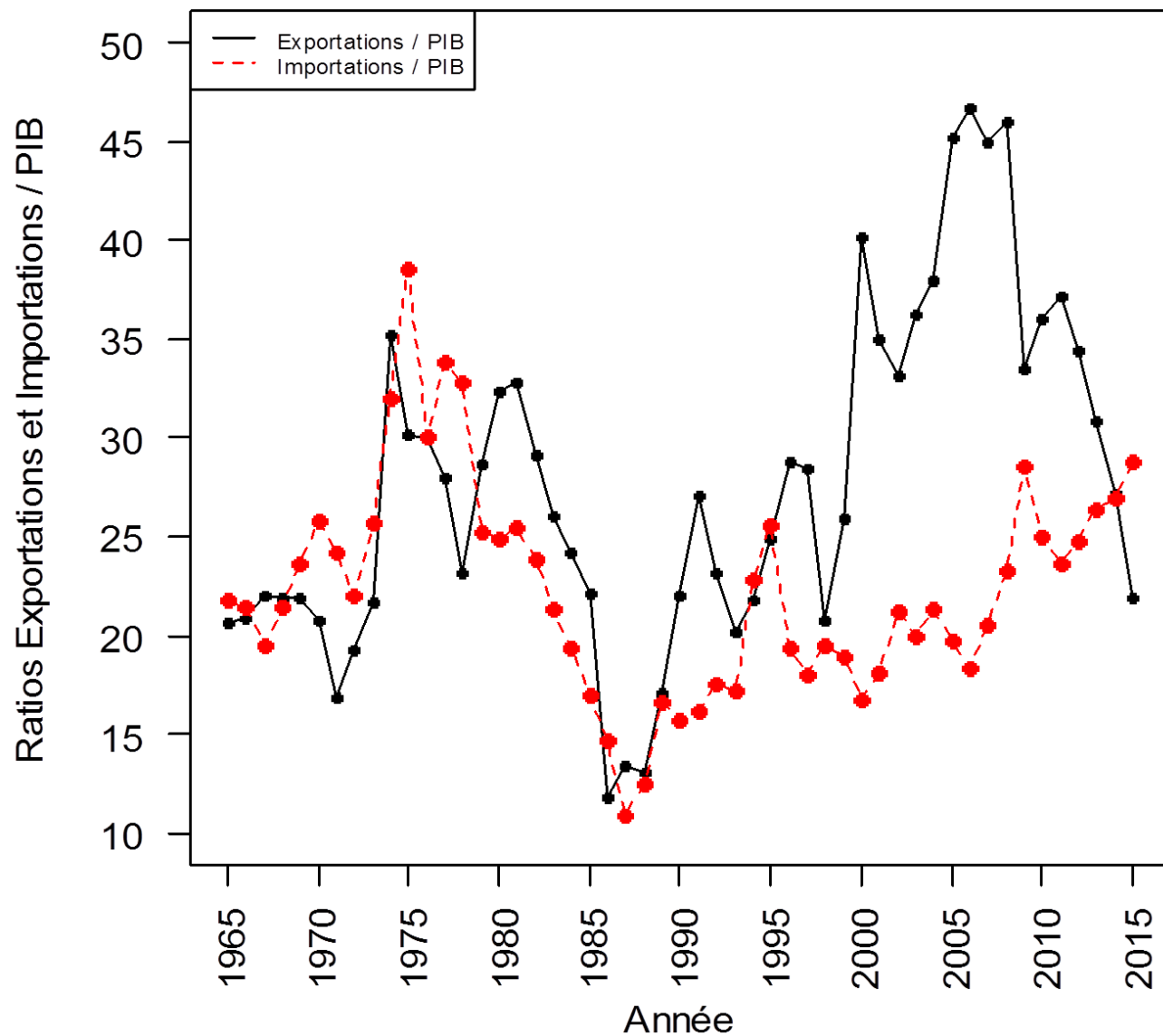
# Sous-industrialisation



# Changement structurel non-vertueux

|                            | 1973  | 1977  | 1987  | 2000  | 2014  |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| PART EMPLOI AGRICULTURE    | 40.0% | 31,0% | 18.6% | 14,1% | 9,5%  |
| PART EMPLOI INDUSTRIE      | 11.2% | 18,0% | 16.7% | 13,4% | 12,6% |
| PART EMPLOI BTP            | 8.7%  | 15,5% | 16.9% | 10,0% | 16,5% |
| PART EMPLOI SERVICES - ADM | 40.1% | 35,6% | 47.8% | 62,5% | 61,4% |

## 4. Folle envolée des importations

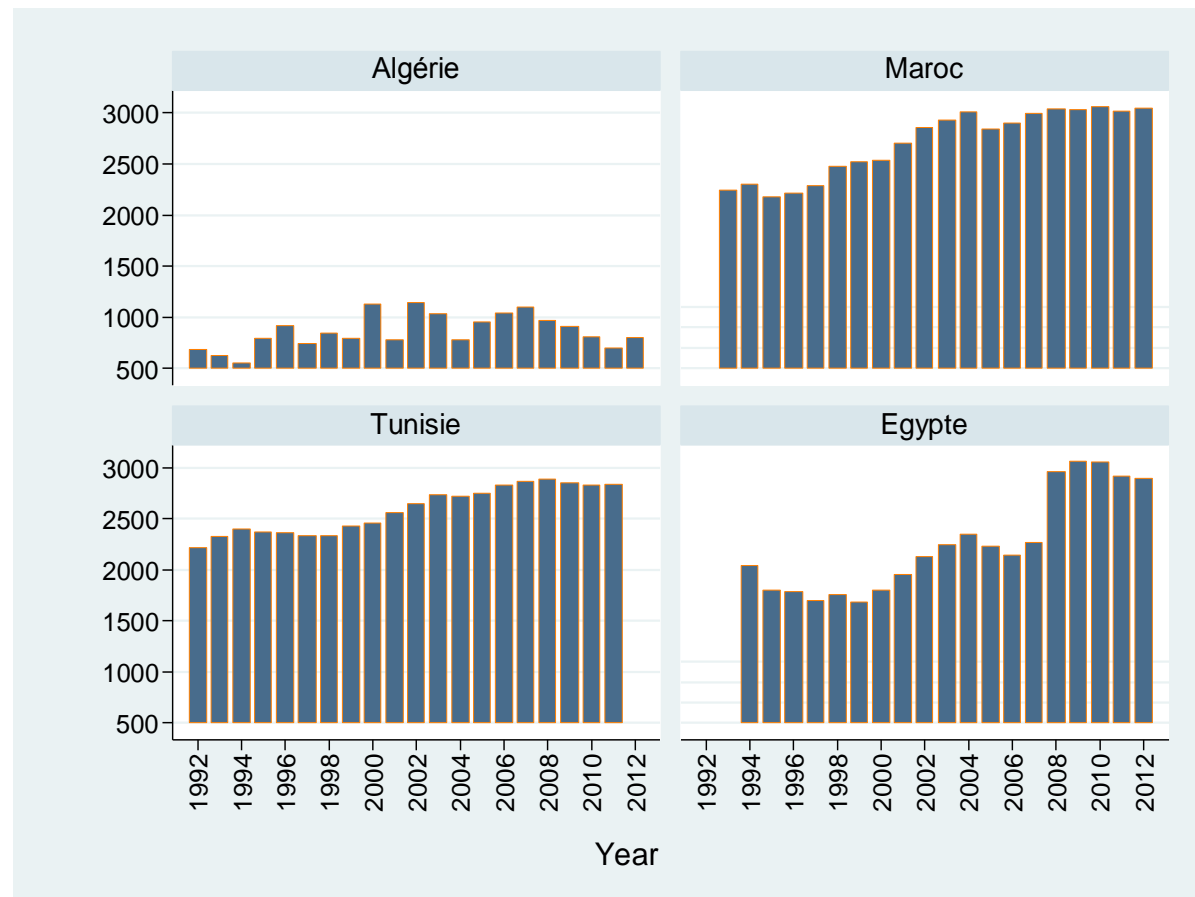


## Les importations destructrices de l'industrie nationale

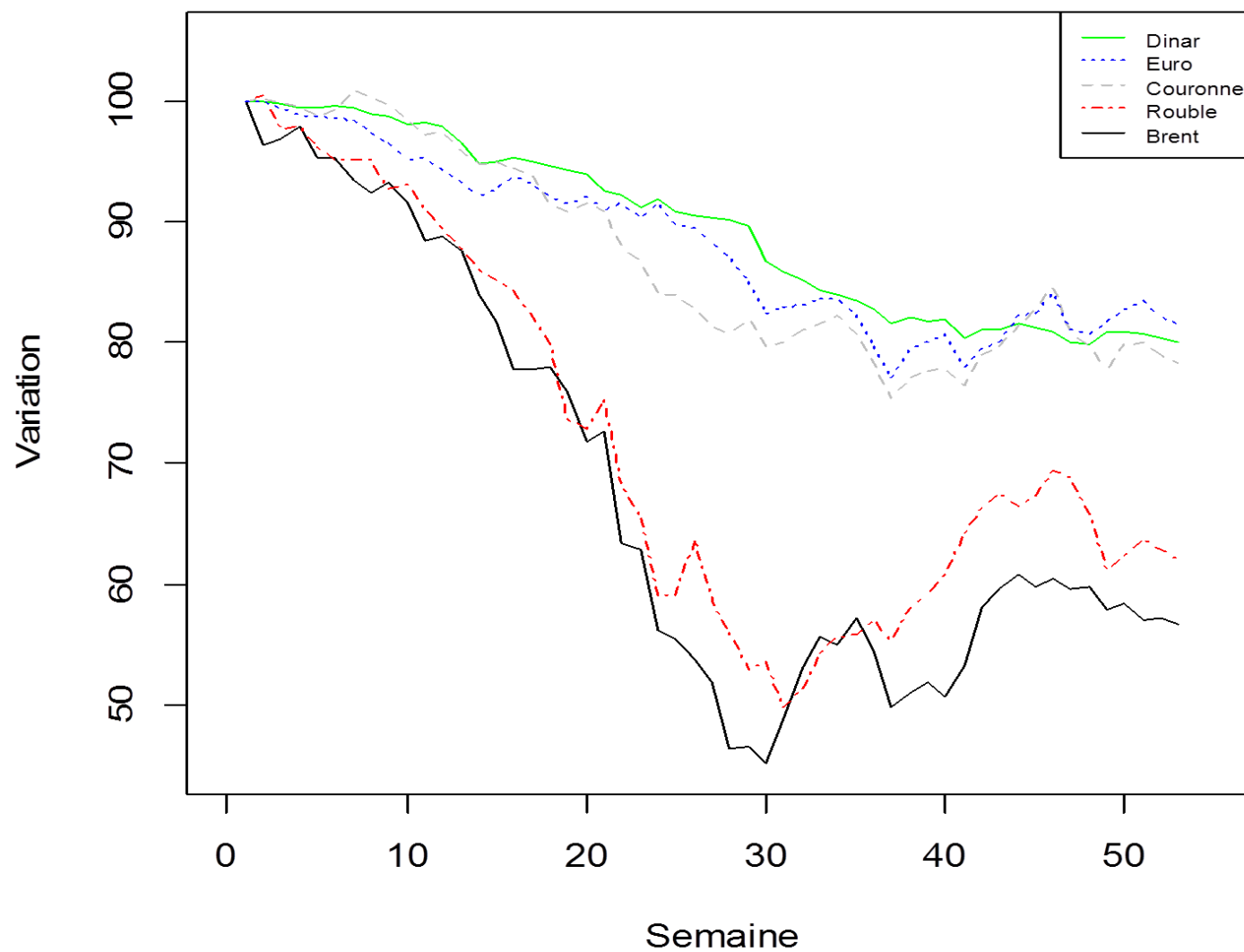
- Les importations ont doublé en points de PIB en 10 ans...sans que cela se traduise par une plus grande intégration dans le commerce international: les importations ont simplement remplacé la production nationale !
- Les importations étaient sur une tendance baissière avant le premier contre-choc pétrolier (25,5% de PIB en 1981 à 14,7% en 1986)!!
- Le problème résidait dans les importations de fuel, matériaux de construction et des biens de consommation non-alimentaires

# Diversification des exportations en panne

Nombre de biens exportés (6 digits)



# Gestion sous-optimale du taux de change





## 5. Un modèle de croissance obsolète

- Croissance entièrement tirée par la dépense publique: l'investissement privé est de l'ordre de 10% du total investi. Or, les revenus de l'Etat sont durablement taris.
- Financement de la croissance très compromis: système bancaire à plus de 90% public aux nombreuses anomalies et incongruités, et marchés financiers au ralenti ...

## 6. L'instabilité législative

- L'Algérie est un pays où s'est appliquée la loi dite de *première loi de la pétropolitique* (Friedman, 2004): Le degré de libéralisation économique et politique a été jusqu'à 2014 fortement corrélé avec la prix du baril ! Voir après contre-choc pétrolier de 1986 : libéralisation des prix, fin du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur... (Boucekkine et Bouklia, 2011)
- Depuis, succession fréquente d'épisodes de *start and go*: retour en 2009 aux dispositions sur l'investissement étranger des années 70, arrêt en 2008 de l'ouverture du capital des banques publiques décidée en 2003
- Transition économique improbable taxée par la Banque mondiale de **transition permanente**

## II. Mesures d'urgences et réponse de l'économie à court terme

- Le contre-choc pétrolier (amplitude et persistance) a révélé au grand jour les dysfonctionnements de l'économie nationale.
- Sur le plan économique, le fonctionnement d'avant choc n'est pas viable à terme. Les difficultés en vue en 2017-2018 doivent accélérer la transition.

# Trois pièges à éviter pendant la transition

3 risques économiques majeurs à court terme :

- a) La sur-exploitation du sous-sol : irrationnel à court terme (vu le niveau des prix)
- b) La planche à billet : solution à la chinoise (après la chute de Lehman Brothers), fuite en avant, la Banque d'Algérie sous pression
- c) Les coupes indiscriminées : notamment équipement et approvisionnement industriel, comme en 1986 (chômage de masse)

## Mesures d'urgence prises par le gouvernement

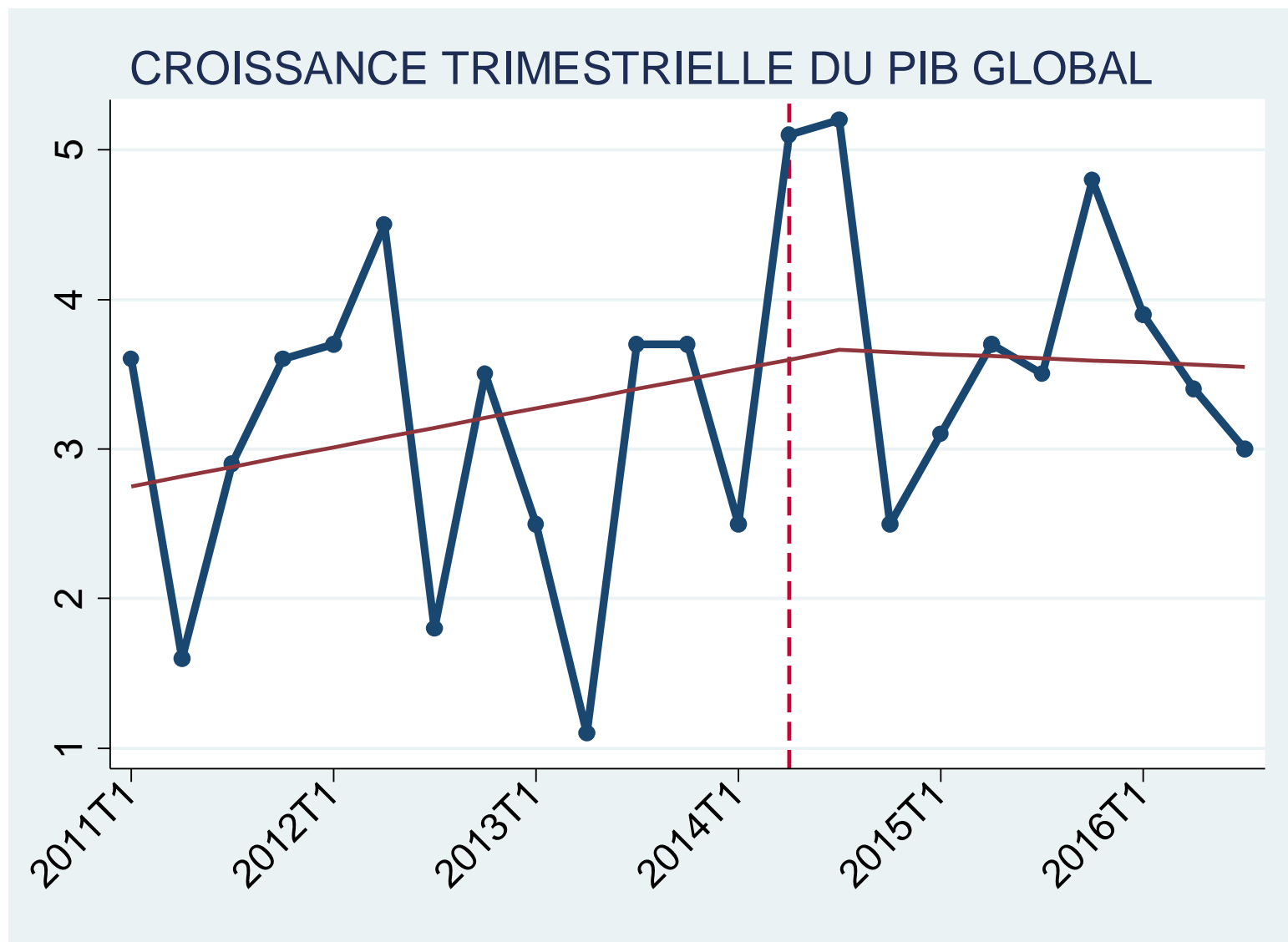
- . Réduction des importations par rationnement quantitatif: de 58,6 milliards de dollars en 2015 à 46,7 milliards de dollars en 2016
- . Politique de substitution aux importations
- . Réduction graduelle des subventions implicites (hausse des prix de l'essence en janvier 2016, baisse de la consommation)
- . Emprunt obligataire (plus de 500 mlds DZ collectés) en 2016

# Effets de court-terme

## Relative résilience...

- **Grace à la hausse de la production pétrolière**, la croissance de l'économie a pu montrer une certaine résilience, avec toutefois une certaine décélération tout au long des trois premiers trimestres de 2016.
- La croissance annuelle du PIB devrait toutefois **se situer autour de 3.5% en 2016** principalement tirée par la tendance à la hausse de la production d'hydrocarbures

# Croissance 2015/2016



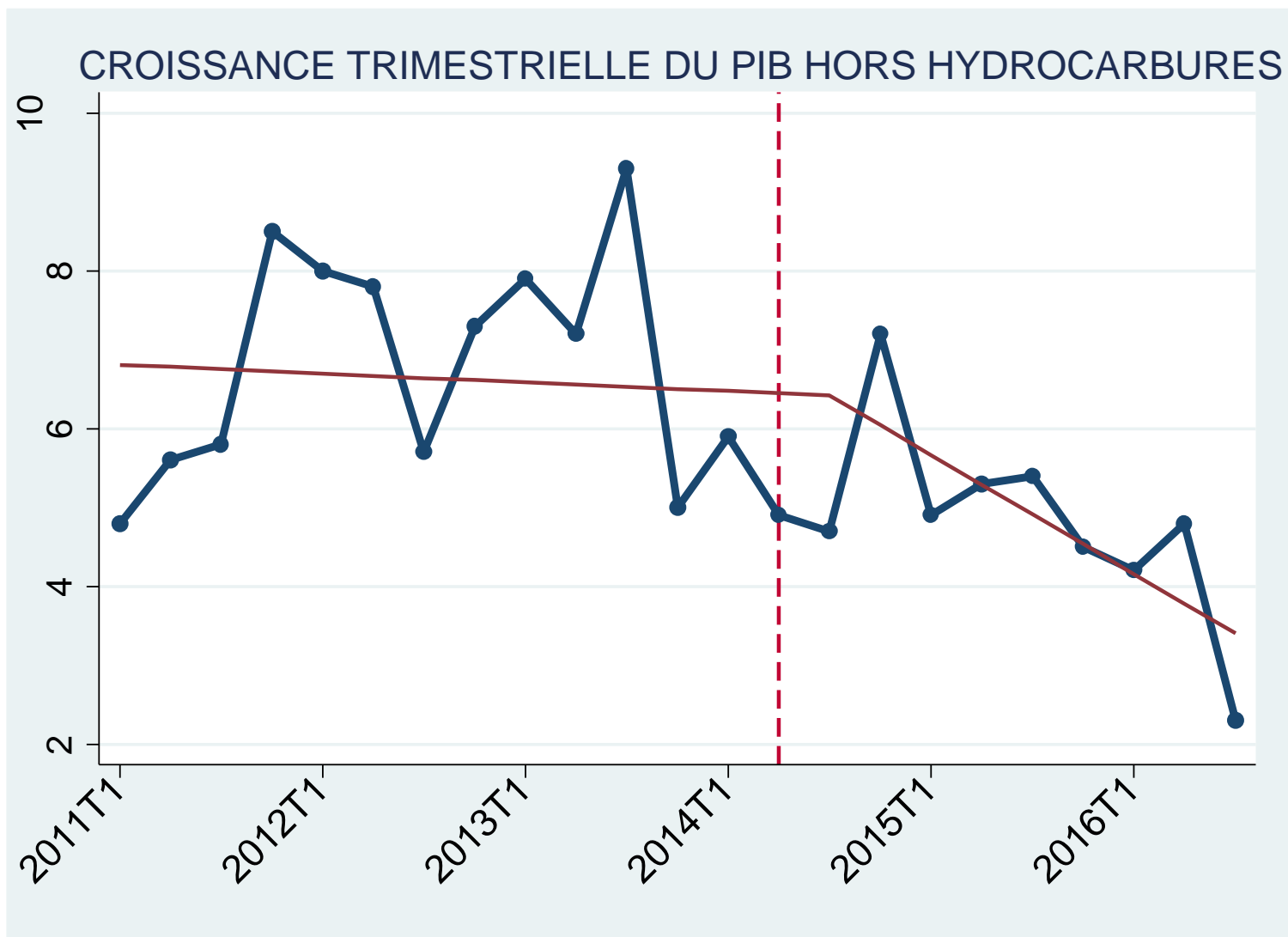
## Mais décélération hors hydrocarbures

Toutefois, les effets du choc pétrolier sur l'économie s'observent surtout à travers leurs impacts sur le PIB hors hydrocarbures car ce dernier subit les retombées du rééquilibrage budgétaire:

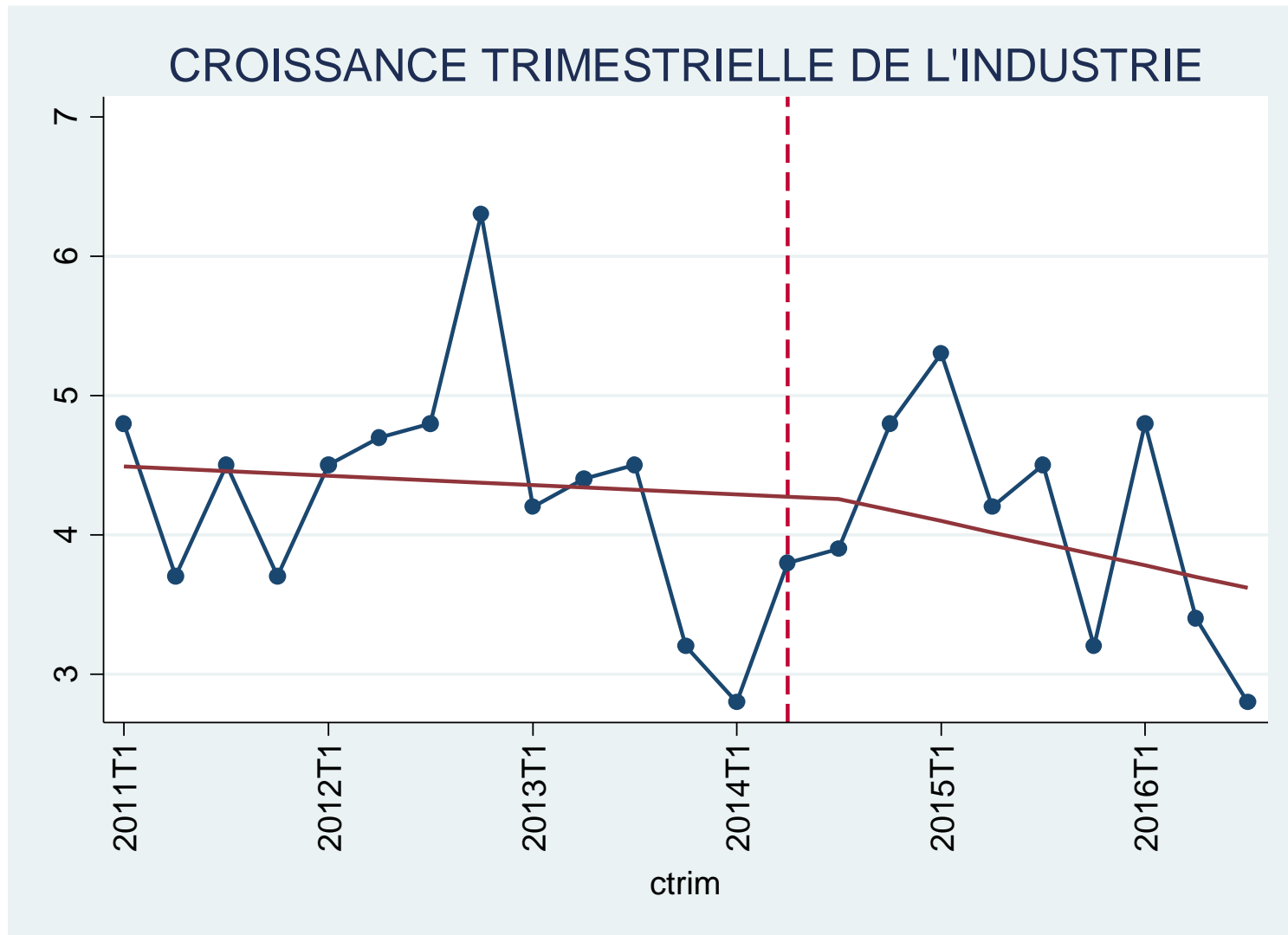
- une décélération sensible de la croissance du PIB HH peut être observée après le choc pétrolier.
- L'année 2016 sera clôturée avec une croissance du PIB HH certainement **inférieure à 4%** après des croissances de 6.9% sur la période triennale d'avant le choc pétrolier.



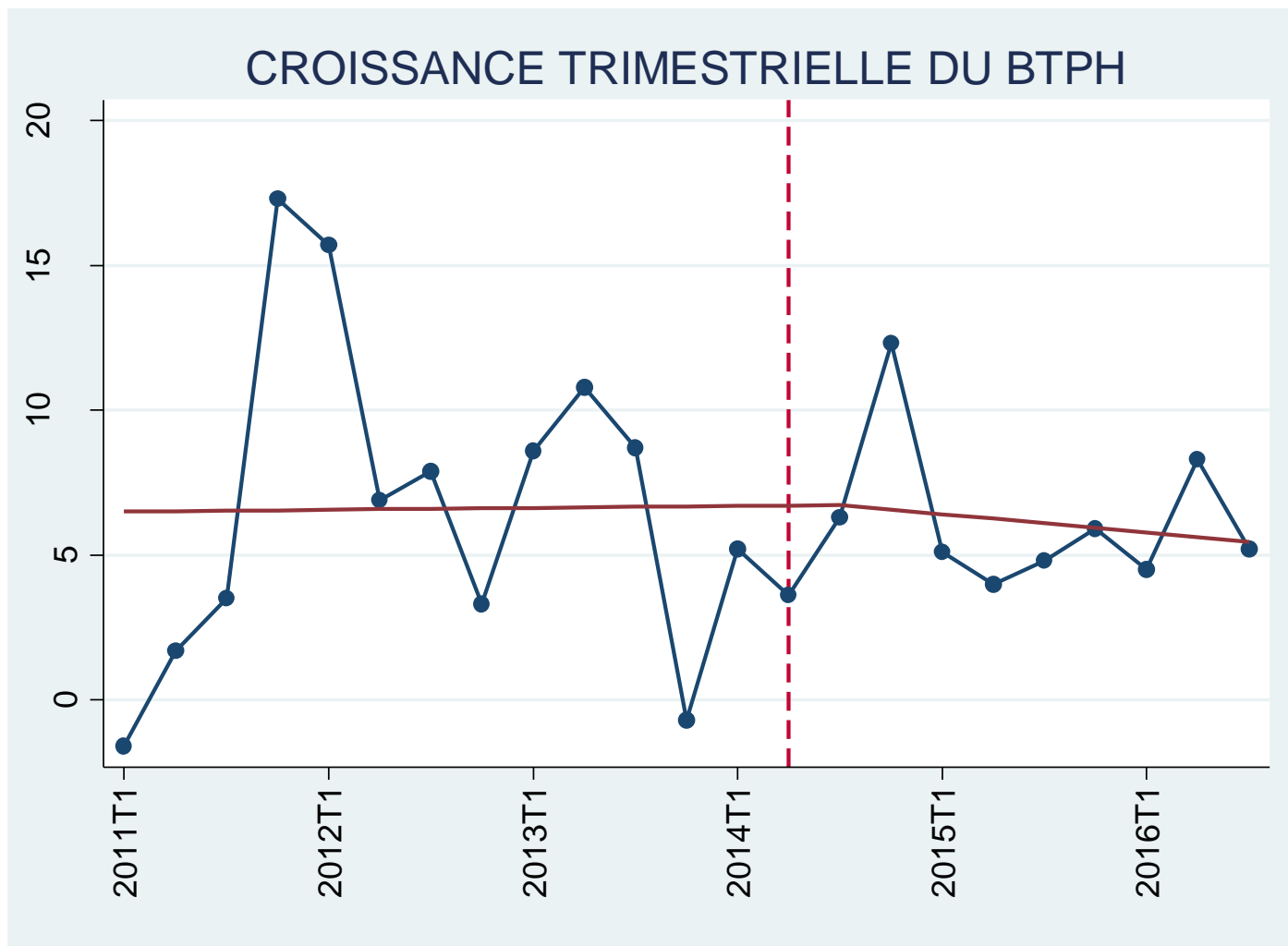
# Croissance hors hydrocarbures



# Deux secteurs bien résilients: l'industrie

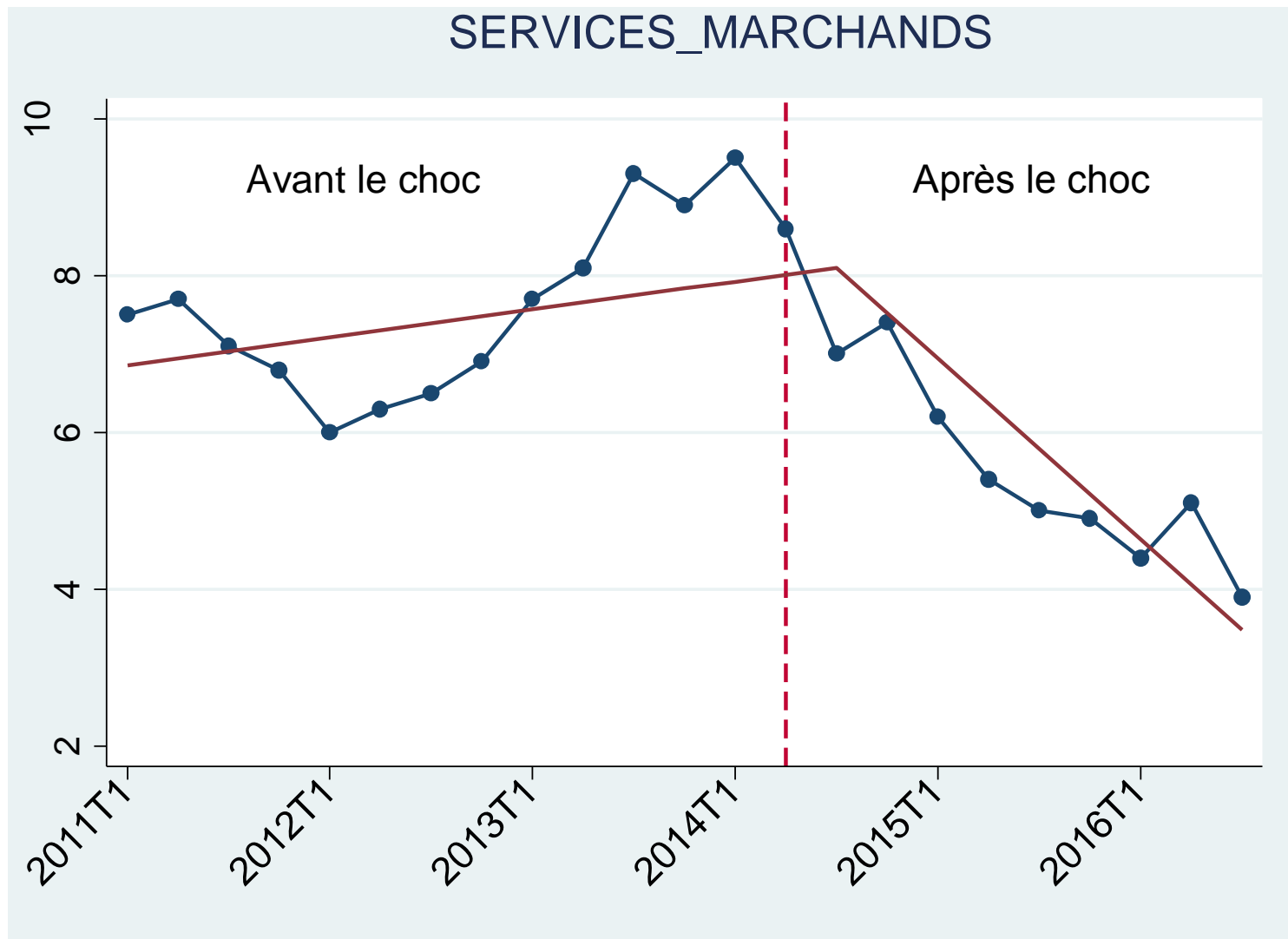


# Deux secteurs bien résilients: ...et le BTPH

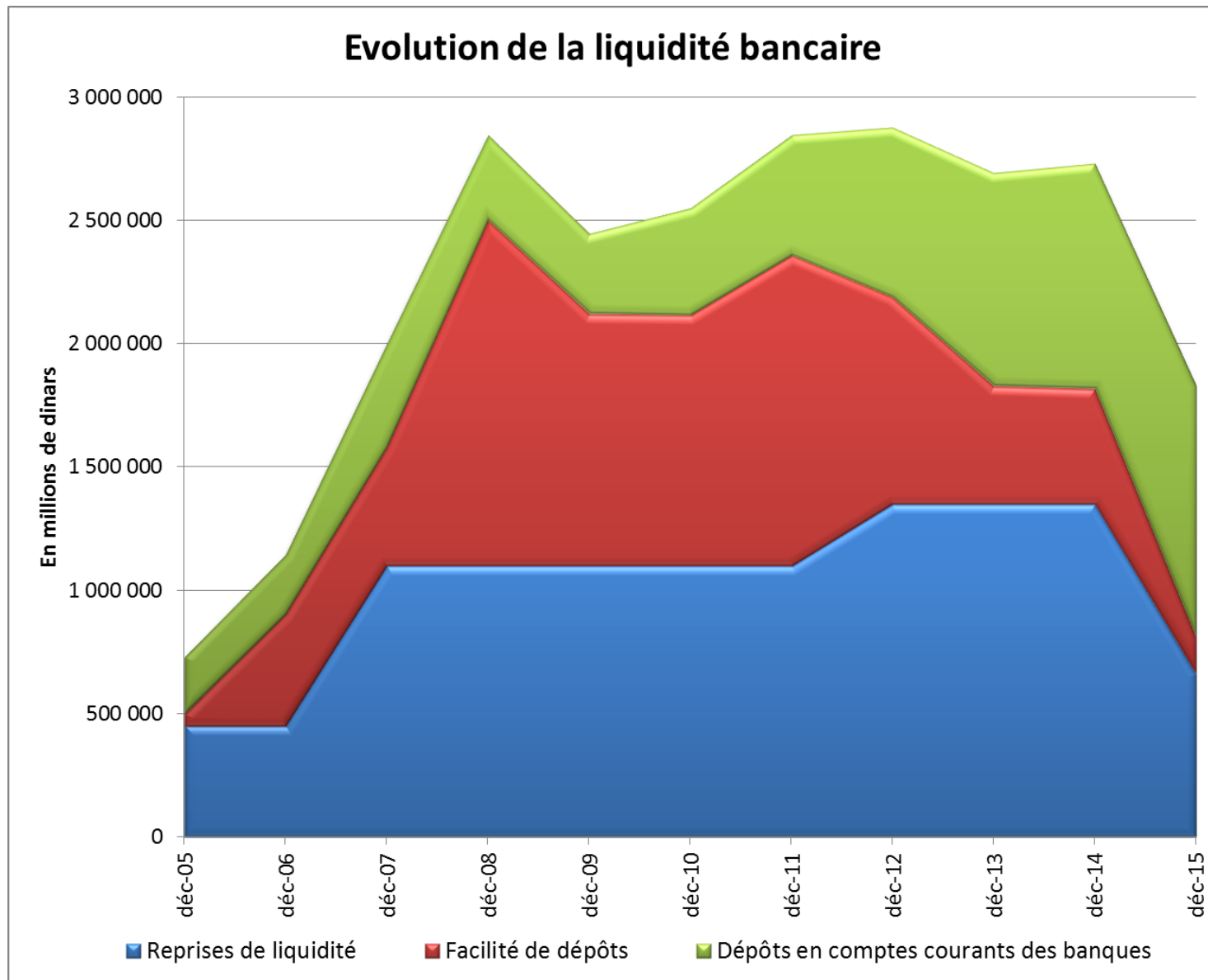


# Par contre, décélération dans le secteur des services marchands...

(effets baisse importations)



# Et liquidités bancaires en berne



# Explosion du ratio crédits/dépôts des banques

Evolution des dépôts et crédits des banques

en millions de dinars

| Année   | Dépôts à vue<br>des banques | Dépôts à terme<br>en DA des banques | Dépôts de garantie<br>en DA | Total des dépôts<br>en DA | Crédits<br>distribués bques | Taux<br>crédits/dépôts |
|---------|-----------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|---------------------------|-----------------------------|------------------------|
| déc.-05 | 1 224 404                   | 1 401 161                           | 97 575                      | 2 723 140                 | 1 778 916                   | 65,33%                 |
| déc.-06 | 1 750 432                   | 1 408 982                           | 110 814                     | 3 270 228                 | 1 904 102                   | 58,23%                 |
| déc.-07 | 2 560 801                   | 1 531 490                           | 191 150                     | 4 283 441                 | 2 203 756                   | 51,45%                 |
| déc.-08 | 2 946 919                   | 1 739 846                           | 217 399                     | 4 904 164                 | 2 614 051                   | 53,30%                 |
| déc.-09 | 2 502 926                   | 1 963 219                           | 409 546                     | 4 875 691                 | 3 085 169                   | 63,28%                 |
| déc.-10 | 2 870 718                   | 2 235 253                           | 414 272                     | 5 520 243                 | 3 266 712                   | 59,18%                 |
| déc.-11 | 3 495 792                   | 2 483 804                           | 446 944                     | 6 426 540                 | 3 724 747                   | 57,96%                 |
| déc.-12 | 3 356 396                   | 2 994 450                           | 543 132                     | 6 893 978                 | 4 285 631                   | 62,16%                 |
| déc.-13 | 3 537 472                   | 3 321 734                           | 553 809                     | 7 413 015                 | 5 154 474                   | 69,53%                 |
| déc.-14 | 4 428 162                   | 3 685 517                           | 595 731                     | 8 709 410                 | 6 502 862                   | 74,66%                 |
| déc.-15 | 3 891 679                   | 3 947 347                           | 855 116                     | 8 694 142                 | 7 275 578                   | 83,68%                 |

# III. Voies de réformes 2017-2019

## 1. Nouvelle gouvernance économique

- Que ce soit pour le budget ou pour la croissance, il est impératif de fixer des **cibles chiffrées (Ne pas se tromper de cible!)** à court terme (à 3 ans) et/ou à moyen terme (horizon 2030),
- d'en dériver les implications aux différents niveaux de l'activité économique (par ex., sectoriels),
- afin de guider le processus de développement selon un mode pragmatique (avec évaluations et révisions périodiques) et inclusif (concertation et coordination).

# Le rôle de l'Etat

- En Algérie comme ailleurs, les marchés ne sont pas efficaces.
- En Algérie, ils souffrent encore de graves dysfonctionnements, et la régulation peine encore à s'imposer.
- Ce ne sont malheureusement pas les marchés qui vont identifier les avantages comparatifs de l'économie nationale et poser les bonnes incitations.
- Il est donc important que l'Etat joue un rôle prééminent durant la transition.
- Le même principe de contrôle s'applique aux entreprises étrangères: la règle du 51/49 s'appliquera pendant la transition.



# La concertation

- L'Etat doit être à l'écoute des entreprises et vice versa.
- Par exemple, comme en Malaisie ou en Corée, il est très utile de mettre en place au sein de chaque grand secteur économique (agriculture, industrie, économie numérique..) **une institution mettant en relation les pouvoirs publics, les entreprises (privées et publiques), le syndicat et les organismes de recherche et de formation concernées**
- Identification des besoins des entreprises et des opportunités d'investissement et organisation de la coopération via des **contrats-programmes**.

# Coordination

Deux instances de coordination sont essentielles:

- Au niveau micro, institutionnalisation de l'actuel comité **Doing Business**, élargissement de ses prérogatives et sa composition et rattachement directement au Premier Ministère.
- Au niveau macro, instance transversale de **coordination des politiques sectorielles** et du suivi du plan d'urgence rattachée au PM.

## 2. Ajustement et réforme du cadre budgétaire

1. **Ajustement des dépenses aux revenus anticipés** dès la LF 2017 sur base pluriannuelle (2017-2019) et avec cibles explicites. Il ne doit pas reposer que sur la réduction des dépenses d'équipement.

2. **Réforme de la politique budgétaire** avec notamment la mise en place de nouvelles règles budgétaires (comme un plafond d'endettement public et la réforme du FRR)

3. **Poursuite de la réduction des subventions implicites**

# 3. Financement de l'économie

1. Réforme du système bancaire **URGENTE**

2. Développement des marchés financiers: finalisation du cadre réglementaire pour les fonds de capital-investissement et simplification des procédures administratives lors des introductions en bourse et des émissions obligataires réalisées par des sociétés publiques ou privées

3. Partenariats innovants: Partenariats Public-Privé (PPP) et partenariats stratégiques Etat à Etat

# Agenda Financement

- Le système bancaire national est actuellement trop fragile pour supporter à lui seul le financement de la croissance du pays, et encore moins son émergence (qui requiert la capacité d'accélérer la croissance, donc des besoins de financement bien au dessus des ressources des banques)
- A tout le moins, il est urgent de mettre sur pied les PPP dans un cadre réglementaire rigoureux. LOI prête: adoption dans les toutes prochaines semaines.

# Agenda Financement cont'd

- De même, si la **finance participative** (sukuks par ex.) n'est pas la panacée, elle peut contribuer à co-financer des projets importants (voir sukuk indonésien de 2015). Potentiel et adossement à l'étude. **Prochaines semaines également.**
- Enfin, la dynamisation des marchés financiers (y compris avec **acteurs financiers internationaux**) se pose urgemment. **Non encore tranché** mais en discussion « constructive ».